

Conseil national du PCF
4/12/2007

Gilles Alfonsi, Seine Saint-Denis

Intervention non prononcée

Ouvrir le champ des possibles

Les communistes ont engagé de front le débat sur l'avenir du projet et du parti communistes, sur l'avenir de la gauche et la nécessaire convergence entre tous ceux qui se revendiquent d'une visée de transformation sociale et du parti-pris de l'émancipation.

Il serait illégitime, après avoir souligné le choix de ne fermer aucune piste ni d'exclure aucune possibilité, de cadenasser le champ des possibles en faisant du maintien du Parti communiste dans sa forme actuelle un préalable au débat du congrès de 2008. Il serait absurde de décréter notre foi dans le communisme, comme s'il s'agissait d'un engagement religieux, alors que nous cherchons à en concevoir les conditions de modernité, d'utilité et d'efficacité. Les communistes sont libres de décider de l'avenir de leur parti, de sa transformation, ou de sa métamorphose, comme l'écrit Georges Séguy.

Exclure du débat telle ou telle option serait en fait exclure de la préparation du prochain congrès une partie des adhérents du PCF.

Au passage, quel est ce communisme qui prétend transformer, pour conserver ? Quel est ce marxisme inconséquent qui prétend aller au bout de l'effort de novation sans envisager un dépassement du PCF pour la création d'une nouvelle force ?

Il est entièrement contre-productif de diaboliser les sensibilités, qui représentent des cohérences de pensée, alors que nous avons besoin que les options possibles soient formulées et débattues.

Il est complètement contreproductif d'opposer l'expression des différentes options à la souveraineté des communistes, alors que cette souveraineté suppose la clarté, la transparence et des décisions éclairées par le débat démocratique. Il n'y a aucune opposition, au contraire, entre souveraineté et expression de la diversité, sauf à vouloir interdire le débat. Quand 80 % des adhérents n'ont pas participé aux réunions préparatoires à l'Assemblée générale, qui peut parler de majorité qui se déterminerait dans tel ou tel sens ?

Ni le Conseil national, ni l'Assemblée générale n'ont à trancher les débats de fond à peine engagés, et toute manœuvre pour qu'il n'ait pas lieu renforcera la défiance et la crise. De plus, cela ne masquerait pas la carence de réflexion et de proposition stratégique.

Ce sont les pratiques d'appareil - avec un pouvoir concentré dans quelques mains et un poids démesuré du sommet de la pyramide, en contradiction totale avec notre conception théorique -, la certitude d'avoir (toujours) raison et le refus d'analyse critique, comme sur le choix de la présidentielle, et l'incapacité à animer un travail transparent, qui nous minent depuis des années, qui démotivent et qui démobilisent ; ce sont elles qui nous affaiblissent encore aujourd'hui, avec de nombreux départs qui sont tus dans nos réunions, et non l'existence de désaccords stratégiques. C'est cela qui ruine la crédibilité de notre direction. C'est pour cela qu'il est idiot d'imaginer qu'un exécutif national homogène et un conseil national obéissant seraient une quelconque solution aux problèmes politiques qui sont les nôtres. C'est renforcer les maux qui sont les nôtres au lieu de changer les pratiques de pouvoir.

En quelques mois, la question de la rupture avec la matrice constitutive du parti communiste du 20^{ème} siècle est devenue une des questions centrales.

Veut-on créer les conditions de l'invention collective, prenant en considération la diversité de ce que nous sommes, prenant en considération qu'il y a plus de communistes à l'extérieur du parti communiste qu'en son sein et que l'immense majorité des ex- n'y reviendront jamais, prenant en considération que nous faisons pas parti de l'univers mental de la grande majorité des jeunes que nous rencontrons ?

Pour le moment, nous en restons souvent à vouloir rallier les citoyens à notre organisation, à un processus gouverné par nous. Nous sommes auto-centrés, et nous refusons de marcher sur deux jambes : la jambe de la souveraineté des communistes, qui décideront du sort de leur organisation ; et la jambe de la souveraineté d'un espace politique à construire, l'espace d'une vraie gauche, d'une gauche transformation sociale où nous travaillerons à égalité avec d'autres.

Or l'interaction entre ces deux dimensions est indispensable : le communisme du 21^{ème} siècle ne peut se construire qu'en se nourrissant du métissage avec d'autres cultures politiques (c'est quand même autre chose que de prétendre encore une fois faire un immense effort de formation, pour enseigner la bonne parole) ; l'identité d'une gauche de transformation sociale ne peut être forgée sans l'apport décisif des communistes, notamment de sa visée émancipatrice globale.

Attention, enfin, à ne pas rajouter à nos contradictions, par exemple en décrétant l'ouverture d'un chantier totalement ouvert sur la construction d'une gauche de gauche, tandis que le champ du communisme demeurerait notre propriété. Les deux espaces ont besoin de se construire entièrement, de s'ouvrir et de se nourrir à la fois.

Si nous ne le faisons pas, nous nous préparerions à réitérer le même type de novations que celles que nous avons déjà opérées à plusieurs reprises, avec le succès que l'on sait.